

«LA RENTRÉE SCOLAIRE INTERVIENT DANS UN CONTEXTE DE DÉCEPTION»

Le Cnapest prend à témoin l'opinion publique

La rentrée scolaire ne se présente pas sous les meilleurs auspices. C'est du moins le sentiment du Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) qui regrette que cette rentrée intervienne «dans un contexte marqué particulièrement par la déception, voire la frustration» à cause du désengagement de la tutelle.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Prenant à témoin l'opinion publique, le Cnapest qui tenait ce week-end une réunion du bureau national, explique que la frustration ressentie par le personnel de l'éducation est née des désengagements et autres renoncements dont a fait montre le ministère de l'Éducation nationale.

Le Cnapest déplore l'attitude du ministre de l'Éducation qui, dit-il, ne tient pas compte des engagements pris concernant le dossier du régime indemnitaire, du statut particulier et celui des œuvres sociales. Le communiqué sanctionnant la réunion du bureau national indique, en effet, que «contrairement aux déclarations publiques de M. le Ministre de l'Éducation nationale, faisant état des travaux toujours en cours de la commission mixte : ministère-Cnapest-Unpef, relative

au dossier du régime indemnitaire, celle-ci a bel et bien finalisé et remis ses conclusions à M. le Ministre de l'Éducation nationale, et ce, avant la fin du mois d'avril 2011. Lesdites conclusions ont confirmé les disparités flagrantes entre le régime indemnitaire de l'éducation et celui des autres secteurs de la fonction publique». Et d'ajouter qu'«une telle ségrégation est perçue par les Pest et l'ensemble des travailleurs de l'éducation comme une sanction à leur encontre pour avoir été les premiers à revendiquer un salaire digne». Le Cnapest a détecté d'autres «ségrégations» concernant le statut particulier de l'éducation touchant au moins quatre aspects, à savoir : les mesures transitoires d'intégration, la création de grades, les postes supérieurs et les promotions. Mais ce n'est pas les seuls points de dis-



Photo : Samir Sid

Nouar réitère son appel pour la satisfaction des revendications du Cnapest.

corde puisque, selon le syndicat mené par Nouar Larbi, le dossier des œuvres sociales continue de susciter des réactions. Le Cnapest considère à ce sujet que «le ministère de l'Éducation, après avoir tergiversé pendant longtemps avant

d'abroger l'arrêté 94/158, a surpris les travailleurs de l'éducation en optant pour une forme de gestion, laquelle, en plus du fait qu'elle n'ait émané d'aucun partenaire social, conduit à l'émiettement de l'argent des œuvres sociales et à la renon-

ciation au principe de solidarité qui constitue la finalité et l'essence même de l'existence des œuvres sociales».

Au final, le syndicat s'étonne de la démarche de la tutelle de «recourir aux signatures d'engagements écrits sur P-V sans se soucier de leur concrétisation», ce qui «compromet, à l'avenir, tout espoir d'un dialogue fructueux, sérieux et responsable, ôte toute crédibilité aux réunions de travail, ainsi qu'à la signature de procès-verbaux qui s'avère n'être que lettre morte et ternit tout partenariat social avec notre syndicat».

Face à cette situation de blocage, le Cnapest «réitère son appel au ministère pour le rétablissement des Pest dans leurs droits légitimes, à la satisfaction urgente de leurs revendications maintes fois exprimées et fait porter l'entière responsabilité aux pouvoirs publics quant aux conséquences qui découleraient de la légèreté dans la prise en charge de leurs doléances».

N. I.

INSCRIPTION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Les responsables des établissements sommés de faciliter les procédures

La rentrée de la formation professionnelle aura lieu le 16 octobre prochain pour les nouveaux inscrits. Les anciens stagiaires, eux, reprendront les cours dès demain. Les directeurs des établissements ont été instruits de faciliter la procédure d'inscription aux jeunes désirant accéder à ces structures.

Les orientations du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels pour les directeurs des établissements sont claires : «Les candidats à la formation professionnelle ne doivent rencontrer aucune entrave dans leurs inscriptions.» El Hadi Khaldi, dans le souci de faciliter aux jeunes l'accès aux centres de formation professionnelle, a même recommandé aux directeurs des établissements, lors d'une réunion jeudi, à Alger, d'alléger les dossiers administratifs. Ainsi, une photocopie certifiée conforme de la carte nationale d'identité suffira pour l'inscription des candidats à une formation qualifiante.

Le premier responsable du secteur a donné l'ordre aux directeurs d'ouvrir les portes de leurs établissements à toute personne désirant s'inscrire à une formation dont la durée ne dépasse pas six mois. «Les centres doivent accueillir tous les candidats à cette discipline quels que soient leur âge ou leur niveau», a-t-il demandé. M. Khaldi a, par contre, insisté pour que les directeurs restent fermes concernant les formations qui ouvrent droit à un diplôme supérieur (technicien ou technicien supérieur).

Par ailleurs, le premier responsable de la formation professionnelle a indiqué que les centres de formation et d'apprentissage des 2^e et 3^e niveaux connaissent un faible taux d'affluence. Contrairement aux instituts de formation des 3^e et 4^e niveaux pour les diplômés de technicien et de technicien supérieur qui, eux, connaissent une surcharge, vu la forte affluence et le nombre réduit d'instituts à Alger. Un problème d'orientation, auquel, a indiqué le ministre, il faut y remédier.

Pour faire face à cette forte demande, un nouvel institut d'audiovisuel est en cours de réalisation à Sidi Abdellah, à Alger, a précisé le ministre, ajoutant que cet institut, dont la réception est prévue pour l'année prochaine, sera doté de studios télévisuels et radiophoniques numériques. Pour cette rentrée, fixée pour le 16 octobre prochain, 350 000 places pédagogiques sont disponibles, toutes formations confondues.

S. A.

ALORS QU'IL ÉVOQUE UN POURRISSEMENT TOTAL DU SECTEUR

Le Cnapest de Bouira appelle à une protestation pour ce dimanche

Comme il fallait s'y attendre, les tergiversations du ministère de l'Éducation nationale quant aux différentes revendications des enseignants du secondaire, ajoutées à celles de la Direction de l'éducation de la wilaya, ont poussé le Cnapest de Bouira à appeler à une journée de protestation dès ce dimanche, au premier jour de la rentrée scolaire 2010 - 2011.

Par ce geste, le Cnapest veut montrer toute sa détermination mais aussi sa colère face aux multiples engagements non tenus par la tutelle tant à l'échelle locale que nationale.

Ainsi, et concernant les revendications nationales non satisfaites, le Cnapest de Bouira parle du P-V de réunion du 25 décembre 2008 portant sur la classification des enseignants ingénieurs, ainsi que la classification et la formation des enseignants du technique ; le P-V du 23 novembre 2009 portant sur le régime indemnitaire, les œuvres sociales et la médecine du travail et, enfin, le

P-V du 21 avril 2011 portant sur la révision du régime indemnitaire et le statut particulier.

Pour les revendications locales, le Cnapest de Bouira évoque la non-régularisation des enseignants concernant les heures supplémentaires et certaines indemnités relatives aux contractuels, le problème des promotions et des postes spécifiques, la non-participation des enseignants affiliés au Cnapest aux examens et aux corrections, le refus de la mise en place d'une véritable carte scolaire, la régularisation des enseignants reçus lors des examens ainsi que les contractuels intégrés et, enfin, le refus de la

DE de poursuivre l'assainissement initié et promis par le ministre de l'Éducation nationale lors de sa visite à Bouira, en date du 16 janvier 2009, du SG du MEN en date du 25 janvier 2009, ainsi que les engagements du DE en date du 5 mai 2009. Concernant ce dernier point et c'est parce que la justice vient de prononcer un non-lieu pour les 34 prévenus condamnés en première instance à des peines de prison ferme allant d'un à cinq ans, le Cnapest tient à dénoncer ces verdicts qui ont donné des non-lieux aux personnes impliquées dans des affaires de corruption au sein de la DE de Bouira, malgré l'existence de preuves et de documents tangibles, ainsi que les enquêtes des services de sécurité qui avaient toutes prouvé l'implication de personnes dûment désignées dans ces affaires. Dans sa déclaration, le Cnapest tient à

préciser que son indignation ne vise pas l'instance judiciaire, somme toute souveraine dans ses décisions, mais la complicité du ministère de l'Éducation nationale et certains milieux au niveau de la wilaya de Bouira.

D'ailleurs, parmi ses propositions, le bureau de wilaya du Cnapest demande au bureau national du Cnapest à inscrire le départ du ministre et de son staff parmi ses revendications.

Pour toutes ces raisons, le Cnapest de Bouira appelle l'ensemble des enseignants du secondaire, mais également ceux du moyen et du primaire, concernés par les revendications soulevées, à rejoindre le mot d'ordre du Cnapest et faire de la première journée de la rentrée scolaire 2011-2012 «une journée de protestation et de mobilisation jusqu'à la satisfaction des revendications soulevées».

Y. Y.

Le Snapest menace de renouer avec la protesta

C'est sur fond de contestation que s'annonce cette rentrée scolaire. Le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest) menace «de rentrer dans une protestation dure».

«Une grève «dure» est inévitable», lançait hier, à Alger, Meziane Merriane, porte-parole du Snapest lors d'une conférence de presse. Et de préciser «qu'il ne s'agit pas d'une grève de deux jours». Le Snapest, qui estime que le régime indemnitaire, principale revendication, est une injustice à «corriger et rattraper», exige une indemnisation avec effet rétroactif au 01/01/2008. Le recours à la grève serait ainsi motivé par le manque à gagner concernant les primes, notamment la IATC (indemnité d'amélioration des tâches complémentaires) qui a été négociée et étudiée dans la commission ad hoc, relève Merriane. Ce dernier réclame à la révision à la hausse de la prime de scalarité actuellement fixée à 800 DA. Jugée «dérisoire», celle-ci devrait être augmentée à 3 000 DA et généralisée à tous les fonctionnaires de l'éducation. Aussi, Merriane appelle à l'accélération de la définition de

l'indemnité compensatoire de zone et celle des postes du Sud. Il dénonce, dans ce sens, la marginalisation et l'exclusion des fonctionnaires du Sud. Le SG du Snapest déplore, par ailleurs, que les primes soient calculées en fonction des anciens salaires de base. Le «lourd dossier» des œuvres sociales a également été abordé lors de cette rencontre. «Il serait temps de songer à la décentralisation dans la gestion des œuvres sociale», fera remarquer Merriane. «Nous refusons de centraliser les œuvres sociales», tonne-t-il. Il prône, ainsi, l'élection d'une commission nationale qui soit indépendante des syndicats autonomes et qu'il y ait également une commission de

contrôle. Or, le décret présidentiel 303 ne permet pas la création d'une commission de contrôle. Selon le SG du Snapest, le dossier est actuellement en étude au niveau du ministère. Merriane, qui rappelle que la corruption ronge le pays, revendique que «l'argent des œuvres sociales soit géré par les fonctionnaires de l'éducation».

Autre point qui provoque l'ire et suscite des interrogations au sein du Snapest, l'exclusion des syndicats autonomes de la tripartite. A ce sujet, Merriane revendique l'implication des syndicats autonomes, soutenant qu'il est temps d'appliquer correctement la Constitution qui évoque le multi-syndicalisme.

W. Z.

COORDINATION NATIONALE DES ADJOINTS DE L'ÉDUCATION

L'appel à la grève maintenu

La Coordination nationale des adjoints de l'éducation maintient son appel à la grève le 11 septembre. C'est au terme d'une rencontre avec le secrétaire général du ministère de l'Éducation que cette décision a été prise. Une rencontre infructueuse selon le coordinateur national des adjoints de l'éducation, M. Ferkati Mourad. La grève sera accompagnée de sit-in au niveau des directions des wilayas, sauf à Alger où les sit-in se tiendront devant l'annexe du ministère de l'Éducation sis à Ruisseau, souligne Ferkati. Les revendications des adjoints de l'éducation sont relatives à la révision de la classification ainsi qu'au droit à la gradation. Les adjoints de l'éducation, près de 50 000, réclament également le droit à la promotion.

W. Z.